

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille  
ud-13.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Marseille, le 3 mars 2026

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 19/02/2026

**Contexte et constats**

Publié sur 

**KNAUF PLATRES FOS (ex BMG)**  
Route du Quai Minéralier  
13270 Fos-sur-Mer

Références : D-2026-0107  
Code AIOT : 0006412905

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement KNAUF PLATRES FOS (ex BMG) implanté Route du Quai Minéralier Zone Caban Sud du Port Minéralier 13270 Fos-sur-Mer.

La visite a été réalisée dans le cadre du récolement des arrêtés préfectoraux du 13 novembre 2018 et du 18 décembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF PLATRES FOS (ex BMG)
- Route du Quai Minéralier Zone Caban Sud du Port Minéralier 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006412905    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société KNAUF PLATRE FOS exploite une usine de fabrication de plaques de plâtre.

**Contexte de l'inspection :** Récolement

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

La visite d'inspection a permis d'aborder les questions de l'exploitant. 2 projets sont susceptibles d'émerger à court et moyen termes :

- l'utilisation de gypse recyclé relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature (régime de la déclaration) et nécessitant le dépôt d'un porter-à-connaissance ; projet pour lequel l'exploitant envisage un démarrage début 2027.

→ le second projet consisterait en l'extension au Nord du site pour augmenter la capacité de stockage de gypse avec un bail passé avec le GPMM, et en la mise en place d'une gestion mécanisée du gypse sur le site ; ce projet nécessiterait de nouvelles démarches sur le volet biodiversité (mesures ERC). Sur le volet ICPE, la capacité souhaitée (2 x 45 000 m<sup>2</sup>) nécessitera probablement le dépôt d'un dossier d'examen au cas par cas et un porter-à-connaissance, sous réserve du maintien des conditions de modifications actuelles des installations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Configuration du site	AP Complémentaire du 18/12/2025, article 5	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
2	Dossier ICPE	AP Complémentaire du 18/12/2025, article 7	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Emissions atmosphériques	AP Complémentaire du 18/12/2025, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
4	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
5	Autres dispositions	AP Complémentaire du 18/12/2025, article 19	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
6	Emissions atmosphériques	AP Complémentaire du 18/12/2025, article 17	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	15 Mois
7	Installation utilisant des substances émettant des COV	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.2.6.2	Demande d'action corrective	1 Mois
8	Installations utilisant des substances émettant des substances COV	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.2.6.5	Demande d'action corrective	2 Mois
10	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.6	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

9	Substances fluorées dans les extincteurs	Règlement européen du 02/10/2025, article 82	
---	--	--	--

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts (armoire DMS, recensement des émissions en COV, plan d'opération interne) et pour lesquels une action rapide de l'exploitant peut être mise en oeuvre dans des délais courts précisés pour chaque point de contrôle.


La visite de terrain a permis de constater que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2025-260-PC du 18 décembre 2025 (absence de canons à eau et d'adjuvants au niveau du stockage externe de gypse). Les services de l'inspection proposent donc à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure la société KNAUF PLATRE FOS de respecter les dispositions de l'article susmentionné.

Concernant la surveillance des émissions atmosphériques, l'exploitant ne respecte pas la fréquence de surveillance mensuelle pour le paramètre COVNM. Les services de l'inspection proposent donc à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018.


## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Configuration du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2025, article 5		
Thème(s) : Autre - Consistance des installations autorisées		
Prescription contrôlée :		
Ouvrage	Désignation des activités	Eléments caractéristiques
1 bâtiment principal de 18 860 m <sup>2</sup>	1 zone de production de plâtre comprenant 2 silos de stockage de matières premières (gypse) - 700 m <sup>3</sup> chacun	611 m <sup>2</sup>
	1 zone de préparation comprenant le stockage de produits semi-finis (2 silos de stuc 270 m <sup>3</sup> chacun, 2 silos de stockage de BMA 25 m <sup>3</sup> + 3 m <sup>3</sup> )	752 m <sup>2</sup>
	1 zone de stockage d'additifs	634 m <sup>2</sup>
	1 silo de stockage de carbonate de calcium 54t	
	1 zone de stockage d'additifs	
	1 silo de stockage d'amidon (silo + big bags) 35 m <sup>3</sup>	
	1 zone de stockage de sucre 14m4	
	1 ligne de production continue de panneaux de 30 × 10 <sup>6</sup> m <sup>2</sup> /an	7 404 m <sup>2</sup>
	1 zone de stockage de produits finis sur palettes	6 000 m <sup>2</sup>
	1 zone comprenant les équipements techniques (compresseur, transformateur)	118 m <sup>2</sup>
	1 zone de chargement de camions	2 215 m <sup>2</sup>
	1 zone de stockage et de lavage des chariots	322 m <sup>2</sup>
	1 zone administrative (bureaux, laboratoire, ateliers)	633 m <sup>2</sup>
1 bâtiment de stockage de matériaux combustibles	Bobines de papier 1 005 m <sup>3</sup> , Palette en bois 550 m <sup>3</sup> , films plastiques 15,5 m <sup>3</sup>	862 m <sup>2</sup>
1 aire de stockage et de reprise de gypse naturel	Zone de stockage de gypse à ciel ouvert	6 517 m <sup>2</sup>
	1 aire de reprise et manutention du gypse naturel	
1 zone de parking camions		
1 aire de parking véhicules légers		
3 bassins de collecte des eaux pluviales	Bassins interconnectés de 765 m <sup>3</sup> , 1 195 m <sup>3</sup> , 685 m <sup>3</sup>	5 745 m <sup>2</sup>
1 réserve d'eau	Destinée à l'alimentation du réseau de sprinklers	350 m <sup>3</sup>

1 bâtiment d'accueil	164 m <sup>2</sup>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a installé une armoire DMS contenant l'encre pour le marquage des plaques et le solvant de nettoyage de l'encre. Cette armoire n'était pas prévue dans le porter-à-connaissance déposé en 2022. De plus, le périmètre de stockage du gypse n'a pas été délimité par des murs autoporteurs de type "lego".</p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet les caractéristiques de l'armoire, les quantités d'encre et de solvant stockées, les Fiches de Données et de Sécurité associées.</p> <p>Compte tenu que l'armoire est entreposée dans le bâtiment des matières combustibles, l'exploitant justifie, dans le même délai, de l'absence de risque supplémentaire et des produits de dégradation en cas d'incendie.</p> <p>Concernant le stockage de gypse, l'exploitant transmet sous 15 jours un planning pour la mise en place des murs autoporteurs ainsi que le bon de commande validé.</p>	
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>	
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant</p>	
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 Jours</p>	

**N° 2 : Dossier ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2025, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre - Documents à transmettre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 sont complétées de la façon suivante :  L'exploitant transmet : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport relatif au diagnostic initial des sols réalisé sur l'extension accueillant le stockage de gypse susmentionné ;</li><li>• le rapport du suivi des travaux du détournement de la roubine.</li></ul> Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'aire de stockage.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de diagnostic initial des sols. Concernant le détournement de la roubine, les travaux ont été réalisés avant l'instruction du porter-à-connaissance. Le rapport de suivi des travaux n'a pas été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant réalise et transmet dans un délai n'excédant pas un mois, le rapport de suivi des travaux du détournement de la roubine.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

### N° 3 : Emissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/12/2025, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques - Émissions diffuses et envols de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2017-160A du 13 novembre 2018 sont complétées par les mesures suivantes concernant le stockage extérieur de gypse.

L'exploitant dispose, au niveau du stockage de gypse :

- d'un anémomètre de type girouette dont la mesure est reportée au poste de contrôle des installations,
- d'un système de canons à eau, montés en mât, pour l'arrosage du tas de gypse, et asservi à la vitesse du vent,
- d'une distribution d'adjuvants, connectées aux canons et permettant la formation d'une croûte en surface du tas.

En l'absence de pluviométrie, l'exploitant met en place des dispositions particulières définies dans les consignes d'exploitation lorsque la vitesse du vent dépasse 50 km/h pour des vents Sud Sud-Ouest (direction comprise entre 220 et 260°) et des vents Nord Nord-Est (direction comprise entre 50 et 75°).

Les canons sont vérifiés périodiquement, a minima à une fréquence annuelle. L'exploitant tient à disposition des services de l'inspection, un registre où sont consignées ces vérifications ainsi que les périodes de fonctionnement.

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre les dispositions du présent article, à savoir :

- le système de canons à eau , montés en mât, pour l'arrosage du tas de gypse, et asservi à la vitesse du vent,
- la distribution d'adjuvants, connectée aux canons et permettant la formation d'une croûte en surface du tas,
- l'absence de consignes d'exploitation lorsque la vitesse du vent dépasse 50 km/h pour des vents Sud Sud-Ouest (direction comprise entre 220 et 260°) et des vents Nord Nord-Est (direction comprise entre 50 et 75°).

L'exploitant indique que cette zone de stockage est temporaire et insuffisante lorsque l'usine aura atteint son fonctionnement nominal. Il précise que c'est pour cette raison que ces dispositifs n'ont pas été installés. Toutefois, cela constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral et du porter-à-connaissance.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 Mois

#### N° 4 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant réalise une vérification périodique des systèmes de détection et d'extinction d'incendie. Le tableau de suivi recense les observations figurant dans les rapports de vérification périodique et précise les dates de remise en service / réparation. Concernant le filtre à remplacer (intervention de novembre 2025) pour le système d'extinction par sprinkler, les interventions suivantes (fréquence hebdomadaire) n'ont pas permis de vérifier que le filtre a bien été remplacé. Par courriel du 23 février 2025, l'exploitant a justifié du remplacement du filtre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet les éléments permettant de justifier des actions de réparation / remplacement effectuées sur les moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 Jours

## N° 5 : Autres dispositions

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/12/2025, article 19

**Thème(s) :** Autre - Prescriptions complémentaires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes ;

- Rendre accessible le RIA au sein du bâtiment de stockage ;
- modifier le Positionnement du point d'eau incendie au Sud du bâtiment, avec validation du SDIS ;
- Enlever les bennes de stockage positionnées le long de la façade Nord du bâtiment de production ;
- Prendre des mesures organisationnelles, et les faire valider par le SDIS, concernant le stationnement des véhicules au Sud du bâtiment administratif afin de faciliter l'intervention des services de secours ;
- établir une convention avec le GPMM, pour permettre l'accès au Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille en cas d'accident sur le site.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier les actions suivantes :

- modifier le positionnement du point d'eau incendie au Sud du bâtiment, avec validation du SDIS ;
- Prendre des mesures organisationnelles, et les faire valider par le SDIS, concernant le stationnement des véhicules au Sud du bâtiment administratif afin de faciliter l'intervention des services de secours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions susmentionnées dans un délai d'un mois et transmet les justificatifs de leur réalisation.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois


## N° 6 : Emissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2025, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article complètent les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018.</p> <p>Les rejets canalisés à analyser selon les modalités prévues à l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 sont ceux définis à l'article 10.3.1 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>La visite d'inspection a permis de constater qu'il y a une erreur à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2025. Le paramètre à analyser est bien COVNM (composés organiques volatiles non méthaniques) et non COVM (composés organiques volatiles méthaniques).</p> <p>Concernant le paramètre monoxyde de carbone (CO), l'exploitant ne l'a pas analysé en 2025. Il a indiqué que ce paramètre n'est pas prévu par l'annexe 6.2.6 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 au titre de la rubrique 2910 (régime déclaration). Cependant, le paramètre a été intégré dans le porter-à-connaissance et prescrit à l'article 10.3.1.</p> <p>Enfin, lors de la visite d'inspection, l'exploitant a émis le souhait de passer la surveillance du paramètre COVNM à une fréquence annuelle.</p> <p>D'après les résultats transmis entre 2024 et 2026, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en 2024 : un dépassement sur les valeurs limites d'émission (VLE) des paramètres poussières et COVNM sur sécheur ;</li><li>- en juin 2024, il n'y a pas eu d'analyse aval sécheur ;</li><li>- en décembre 2025 : la vitesse d'éjection de l'unité calcination était inférieure à la valeur minimale ;</li><li>- que la fréquence mensuelle d'analyse sur le paramètre COVNM n'est pas respectée.</li></ul> <p>L'exploitant ne respecte donc pas les dispositions de l'article 11.2.1 (fréquence mensuelle ou continue en cas d'utilisation de solvant présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351) de l'arrêté du 13 novembre 2018.</p> <p>Dans ce contexte, il ne peut être statué favorablement à la demande de l'exploitant de modifier la fréquence d'analyse sur le paramètre COVNM.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Concernant le paramètre monoxyde de carbone (CO), l'exploitant justifie sous 15 jours à compter de la notification du présent rapport qu'il n'est pas soumis à sa surveillance et adresse au préfet une demande de modification de prescription. Le cas échéant, il met en place la surveillance de ce paramètre dès la prochaine campagne de surveillance.</p> <p>Concernant le paramètre COVNM, l'exploitant est mis en demeure de respecter la fréquence prévue à l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de


prescription

**Proposition de délais : 15 Mois**

**N° 7 : Installation utilisant des substances émettant des COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre - Caractérisation des sources d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie toutes les sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur l'emprise géographique de son établissement. Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions directes canalisées, diffuses et/ou fugitives de toutes les unités et les opérations de maintenance à l'origine d'émissions atmosphériques significatives et les incidents à l'origine d'émissions atmosphériques significatives telles que définies à l'ARTICLE 3.2.6.1 du présent arrêté.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection, avec les éléments d'appréciation le cas échéant.</p> <p>De plus, il distingue les sources susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV CMR prioritaires tels que définis à l'ARTICLE 3.2.6.1 du présent arrêté, du méthane et des autres COV.</p> <p>En outre, l'exploitant dispose d'un inventaire de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions.</p> <p>Il procède également au repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV tels que définis à l'ARTICLE 3.2.6.1 du présent arrêté et en établit un recensement.</p> <p>Ce recensement est mis à jour lors de chaque modification significative des unités (ajout, remplacement ou mise hors exploitation d'un équipement...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas réalisé le recensement des sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur son site.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir de COV CMR sans pour autant l'avoir justifié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant recense les sources d'émissions et en informe les services de l'inspection sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 Mois</p>

**N° 8 : Installations utilisant des substances émettant des substances COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.2.6.5
<b>Thème(s) :</b> Autre - Objectifs de réduction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, sous 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et COV identifiées dans le cadre du présent arrêté, en priorisant des actions de réductions sur les COV CMR prioritaires tels que définis à l'ARTICLE 3.2.6.1 du présent arrêté. Cette étude propose également un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.  Cette étude technico-économique de réduction des émissions atmosphériques et le plan d'actions associé sont transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'étude technico-économique n'a pas été réalisée du fait de l'absence de recensement par l'exploitant des sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur l'emprise géographique de son établissement (cf point de contrôle n°7).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Selon les conclusions du recensement demandé au point de contrôle n°7, l'exploitant réalise cette étude technico-économique et la remet dans un délai n'excédant pas 2 mois suivant la transmission du recensement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 9 : Substances fluorées dans les extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 02/10/2025, article 82
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - recensement et remplacement
<b>Prescription contrôlée :</b> 82. Les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont définies comme toute substance contenant au moins un atome de carbone méthyle (CF3) ou méthylène (CF2) entièrement fluoré (sans qu'aucun atome H/Cl/Br/I n'y soit lié).  1. Ne peuvent être mises sur le marché ou utilisées à partir du 23 octobre 2030 dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de toutes les PFAS. [...] 5. Par dérogation au paragraphe 1, les PFAS peuvent être mis sur le marché à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS: a) jusqu'au 23 octobre 2026; b) jusqu'au 23 avril 2027 dans les mousses anti-incendie résistantes aux alcools utilisées dans les extincteurs portatifs;
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis d'aborder cette évolution de la réglementation. L'exploitant a indiqué ne pas connaître ce texte. Le site comprend environ 300 extincteurs. L'inspection a indiqué à l'exploitant de se rapprocher du prestataire qui assure la vérification de ces extincteurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant tient informés les services de l'inspection des conclusions du recensement et de l'éventuel planning de remplacement.
<b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 10 : Plan d'Opération Interne

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels - Vérification de la présence du POI

**Prescription contrôlée :**

L'industriel établit un plan d'opération interne permettant de définir les procédures organisationnelles et matérielles à mettre en oeuvre en cas d'accident ou d'incident survenant dans les installations. Il recense également les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site.

Ce plan intègre les mesures organisationnelles et constructives de protection mises à disposition sur le site en cas de déclenchement d'alerte des établissements à risque voisins pouvant avoir un impact sur les installations en cas d'accident.

Des exercices des divers scénarios repris dans le POI sont organisés périodiquement en commun avec les établissements à risque voisins afin de tester, en autres, les dispositifs d'alerte et la mise en commun éventuelle des moyens de lutte et de protection.

Un compte-rendu de ces exercices est réalisé dans les 15 jours et transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Tout déclenchement du POI donne lieu à une alerte sans délai à l'inspection des installations classées selon les dispositions prévues au chapitre 2.5 du présent arrêté.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son plan d'opération interne (POI) qui a été analysé de retour au bureau.

Il a été notamment constaté que :

- le POI n'est pas complet. Des données sont manquantes, notamment page 18 (confinement des eaux d'extinction d'incendie), et page 24 (détail des missions de chaque fonction)
- il ne mentionne pas les administrations à contacter en cas d'accident ou d'incident ;
- il est évoqué un PII pages 23 et 24,
- "l'information de l'administration pourra avoir lieu en début de matinée plutôt qu'en pleine nuit)". Cette disposition n'est pas acceptable. Le déclenchement d'un POI nécessite l'information sans délai de la préfecture et des services de l'inspection.
- le POI ne mentionne aucune information sur l'évacuation du personnel. La consigne "rejoindre le point de rassemblement" concerne l'agent témoin de l'évènement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant complète son POI et le transmet à l'inspection et aux services d'incendie et de secours. Dans les trois mois qui suivent, l'exploitant met en place un exercice pour tester son POI.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 1 Mois</b>